

Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger
Band: 38 (2011)
Heft: 2

Artikel: Le paysage politique de la Suisse : la Suisse en 2011: seule, brouillée, prospère, harcelée et jalousée
Autor: Ramseyer, Niklaus
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-911908>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 22.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La Suisse en 2011: seule, brouillée, prospère, harcelée et jalousée

La Suisse politique penche à droite. Le retour à l'autodétermination est de nouveau dans l'air du temps, et la soif d'ouverture s'est tarie. Mais le succès de la Suisse justifie à de multiples égards sa spécificité de pays autonome. Bilan de la situation politique au début de l'année électorale 2011.

Par Niklaus Ramseyer

Le puissant parti qu'est l'UDC s'inscrit de plus en plus à droite. Les Verts et le PS doivent revenir à gauche. Le PDC s'effondre. Et, au centre, le parti vert libéral occupe une place de plus en plus importante. Telles sont les tendances qui ressortent du premier sondage de l'année électorale 2011 sur le paysage politique suisse en janvier. Concrètement, d'après le baromètre électoral de l'institut GfS.berne, l'Union démocratique de droite s'est élevée au taux record historique de 29,8 % d'électeurs. De l'autre côté, à gauche, le PS et les Verts se sont affaiblis respectivement à 18 et 8,8 %. Le PRD se maintient au centre avec un taux stable de 17,7 %. Le nouveau parti bourgeois démocratique suisse (PBD) de la conseillère fédérale Eveline Widmer-Schlumpf, qui avait quitté l'UDC en 2008, a tout juste atteint 2,6 %. Les Verts libéraux, en revanche, ont fait un bond à 5,2 %. Et le PDC s'est littéralement effondré à 12,9 %.

Avec un taux d'erreur de 2,2 %, ces écarts doivent, pour la plupart d'entre eux, être considérés plutôt comme des tendances. L'institut bernois de recherche politique dresse malgré tout le bilan suivant: «En comparaison avec le baromètre électoral de l'automne 2010, on observe une nette poussée de la droite.»

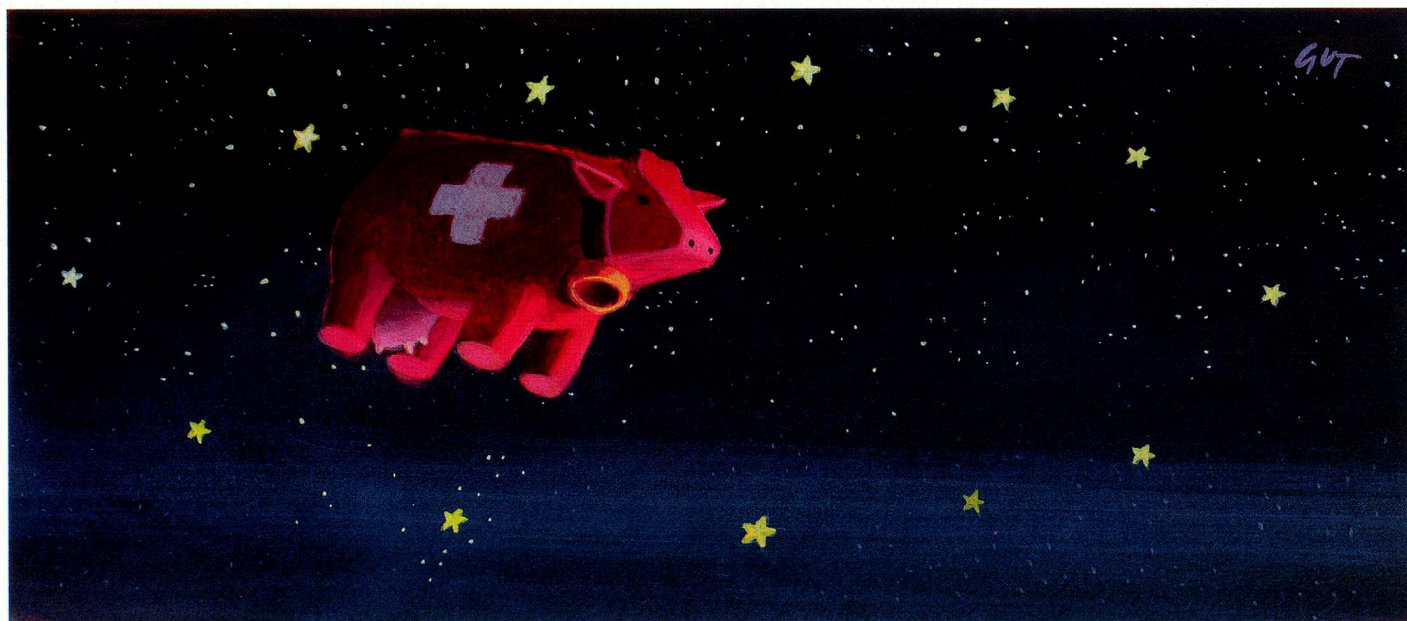
Même par rapport aux dernières élections de 2007, lorsque l'UDC avait obtenu son score historique de 28,9 % et que le PS s'était effondré à 19,5 %. Les Verts avaient alors atteint presque 10 %. Au centre, entre ces deux pôles totalisant presque 30 % chacun, le PDC (14,5 %) et le PRD (17,7 %) s'étaient partagé avec les petits partis bourgeois chrétiens les 40 % restants de l'électorat. Les Verts libéraux avaient obtenu 1,4 % des voix, et trois sièges au Conseil national.

Au niveau de la Confédération, l'année électorale 2007 s'était terminée par un coup d'éclat: en décembre, après quatre ans au

gouvernement, le conseiller fédéral UDC zurichois, Christoph Blocher, n'avait pas été réélu à la surprise générale et la conseillère exécutive UDC grisonne, Eveline Widmer-Schlumpf, avait été élue au Conseil fédéral, de justesse certes, mais élue. Cette situation avait provoqué des débats houleux et des discordes entre les partis. L'UDC avait exclu Widmer-Schlumpf du parti, ainsi que toute sa section des Grisons. Et c'est ainsi qu'était né le parti bourgeois démocratique suisse (PBD), dans un premier temps dans les Grisons, à Glaris et à Berne.

Les Verts libéraux comblent la brèche au centre

À présent, deux gros partis et quatre petits comptabilisant ensemble 42 % des électeurs se disputent le «centre bourgeois». Outre les partis représentés au Conseil fédéral, le PRD (17,7 % et deux conseillers fédéraux) et le PDC (12,9 % et une conseillère fédérale), on



trouve aussi les protestants politisés du parti évangélique (PEV) et l'Union démocratique fédérale (UDF) à droite.

Dans cette cohue, les Verts libéraux connaissent une forte croissance et atteignent aujourd'hui plus de 5 % dans le baromètre électoral. Une brèche s'est ouverte, dans laquelle des citoyens conscients et préoccupés par l'écologie ont trouvé un interlocuteur politique. Les Verts libéraux veulent poursuivre la dérégulation et une économie de marché libérale, mais souhaitent mettre le holà à une concurrence injuste qui se joue au détriment de la nature, sans défense. Pour cela, ils envisagent une intervention ponctuelle accrue de l'État. Et leur programme a du succès.

LE PBD stagne

C'est tout le contraire pour le PBD. Avec moins de 3 % et selon le principe de concordance, ce parti n'a plus aucune raison d'avoir l'un des sept sièges du Conseil fédéral. Lors du renouvellement intégral du gouvernement en décembre, «EWS» – c'est le diminutif donné à Eveline Widmer-Schlumpf à Berne – n'a presque pas été confirmée dans ses fonctions, bien que son travail bénéficie généralement d'un jugement favorable.

Avec presque un tiers des voix, l'UDC revendique à raison deux sièges au Conseil fédéral. En plus du siège actuel d'Ueli Maurer, elle devrait en récupérer un deuxième, celui de la conseillère fédérale Widmer-Schlumpf. Le parti de Christoph Blocher, qui pourrait se représenter cet automne aux élections pour le Conseil national sur la liste zurichoise de l'UDC, a apparemment bien supporté la scission du PBD. Il mobilise à présent l'électorat du tiers droit de l'échiquier politique presque exclusivement autour de lui. L'UDC motive davantage les électeurs du grand réservoir des 50 % d'abstentionnistes en Suisse, qu'elle ne débauche les électeurs des autres partis.

L'UDC prend de l'avance avec ses finances et ses thèmes de discussion

Trois éléments clés expliquent le succès des élections: les thèmes abordés, les têtes d'affiche et les finances. L'UDC ne montre des faiblesses que dans un seul: elle manque un peu partout de personnalités d'envergure. Sur les deux autres aspects, l'UDC est bien en avance sur ses rivaux, surtout en ce qui

concerne les finances. Il n'y a certes encore aucune transparence sur ce sujet, mais selon les estimations, ce parti, qui compte parmi ses membres des millionnaires et des milliardaires tels Christoph Blocher ou Walter Frey, devrait investir facilement entre 15 et 20 millions de francs dans la campagne électorale de 2011. C'est dix fois plus que le budget du Parti socialiste qui s'élève à environ 1,5 million. Et toujours plus que les adversaires bourgeois de l'UDC: le PDC et le PRD annoncent chacun un trésor de guerre de deux à trois millions.

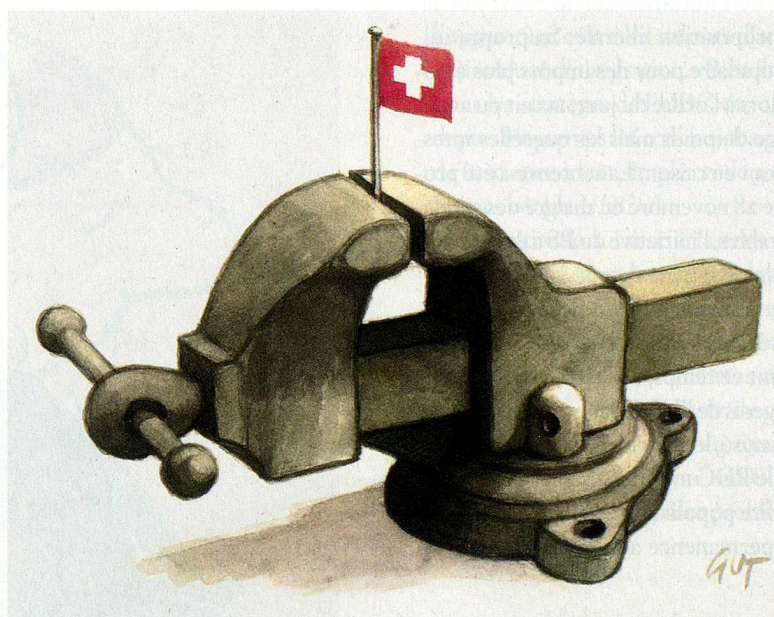
Dans sa campagne électorale permanente, l'UDC fait preuve de plus d'habileté que ses adversaires dans l'exploitation de deux thèmes populaires: d'un côté l'immigration, les étrangers, l'asile et les réfugiés et de l'autre, les rapports entre la Suisse et l'UE. Avec l'acceptation de ses initiatives contre les mineurs criminels, ce parti a réussi, depuis les dernières élections, à réunir une majorité autour de sa politique. Avec son slogan simple «Pour ne pas entrer dans l'UE, votez UDC», elle essaie de mettre tous les autres partis sur la défensive.

Elle y arrive aussi avec le PS, deuxième parti le plus important. D'après les sondages, la base de ce parti réagit très sensiblement sur ces deux thèmes de l'UDC. Le nouveau programme présenté par les socialistes à la fin de l'année dernière est clairement ancré

à gauche. Les chercheurs de l'institut GfS constatent que le PS a retrouvé son image avérée de parti s'intéressant aux questions sociales et économiques. Si tant est qu'il puisse mobiliser les abstentionnistes potentiels d'ici à l'automne, il pourrait contrer le glissement à droite.

Mais le fait que le PS dise oui à l'UE sans quasiment émettre de critique, et se montre favorable à une adhésion rapide de la Suisse, comme cela a été réitéré dans son nouveau programme, irrite grand nombre d'actifs aux faibles revenus, parmi lesquels l'électorat traditionnel du PS. Pourtant, la proposition de la JS de formuler au moins quelques «conditions» avant un nouveau débat sur l'adhésion, par exemple pour la démocratie directe ou pour les normes sociales en UE, n'a remporté aucun succès. Bien qu'elle ne soit absolument pas nouvelle, la revendication du parti de «dépasser le capitalisme» a été citée partout. Cette revendication s'oppose violemment à la politique de l'UE, qui est toujours fortement axée sur la liberté du capital et le libéralisme économique.

Entre-temps, les syndicats suisses commencent toutefois à réaliser que, sous le titre positif de «libre circulation des personnes», l'UE ouvre la voie à un nouveau prolétariat européen de travailleurs migrants sous-payés. L'Union syndicale et Unia, le plus grand syndicat suisse fort de quelque 200 000 membres, ont averti début février que «la Cour euro-



peenne de justice rend des arrêts contre la protection des salariés.» Au service des entrepreneurs, les juristes de l'UE ont agité le principe d'encadrement selon lequel «il faut payer en Suisse des salaires suisses.»

En matière de politique sécuritaire, la direction du PS a aussi misé avec partialité pendant des années sur l'ouverture et la coopération militaire transfrontalière. Le parti voulait supprimer la neutralité et la défense nationale en faveur d'une petite troupe d'intervention professionnelle. Lorsque le PS a adopté son nouveau programme au congrès de Lausanne à l'automne dernier, il a mis brutalement fin à ces jeux d'amateurs de généraux de bureau de gauche. Avec une nette majorité, la base du parti a voté sans autre forme de procès la suppression d'une armée de ce type. Les politologues constatent d'ailleurs que «les notions de coopération internationale» ne font plus recette en Suisse.

Plutôt que l'action, la gauche privilégie la réaction face à l'UDC

L'euphorie d'ouverture, qui a été pendant des années la ligne directrice de la gauche, s'est totalement volatilisée. Ainsi, selon les sondages, la politique extérieure est actuellement considérée comme le «problème le plus important» par toute la population, et même par la base du PS (voir aussi l'interview en page 12). À l'automne dernier, le parti s'est empêtré dans des querelles sans fin au sujet de l'initiative sur le renvoi et la contre-proposition libérale. Sa propre initiative populaire pour des impôts plus équitables, alors à l'ordre du jour, aurait pu avoir davantage de poids mais les querelles intestines en ont eu raison. La sentence a été prononcée le 28 novembre et, malgré des sondages favorables, l'initiative du PS a été refusée avec seulement 42 % de oui. L'UDC, en revanche, a célébré une belle victoire. Et le PS a encaissé un double échec.

Pendant ce temps, au centre, les adversaires bourgeois de l'UDC font aussi grise mine. Bien organisé, le parti de Blocher devance le PRD et le PDC avec des thématiques populaires, voire populistes. Ces deux partis hésitent en permanence à se démarquer de ce

puissant parti de droite ou à imiter ses positions, par exemple en politique extérieure. Aujourd'hui, le PRD essaie encore de marquer des points avec une initiative «contre la bureaucratie». Le PDC a annoncé une initiative sur les familles, qui n'est pas encore clairement définie.

Problème d'apparence comme moteurs des élections

Depuis quelque temps, les initiatives populaires reprennent de plus en plus souvent des problèmes marginaux, très vendeurs sur le plan populaire et émotionnel. Là aussi, l'UDC joue un rôle exemplaire. Les partis programment le plus adroitement possible des initiatives sur ces sujets en vue des élections. Elles leur donne matière à discussion, mobilisent leur base et leur permettent également de déterminer le profil de leurs candidats.

L'initiative sur les minarets en est un exemple frappant. Elle est radicalement dirigée contre les édifices religieux d'une religion et ne résout aucun des problèmes liés à l'augmentation des tendances totalitaires des religions. Et pourtant, elle remporte une majorité. Il en va exactement de même avec l'initiative sur le renvoi qui doit faire l'objet de «réparations» sur le plan juridique après avoir été acceptée.

À gauche, en proposant l'initiative sur les armes, les antimilitaristes ont lancé un thème tout aussi marginal et qui a été bien exploité avant les élections. Cette initiative populaire visait arbitrairement l'aspect de la question le plus connoté sur le plan émotionnel: les armes des soldats de milice qui représentent à peine 10 % des armes de petit calibre en Suisse. Ce type de manigances explique pourquoi il n'y a eu aucun vote dans les six derniers mois avant les élections. Cette année encore, aucun passage aux urnes n'est prévu avant le 23 octobre.

Toutefois, la majorité des votes porte sur des questions vraiment importantes. Dans la solide démocratie directe qu'est la Suisse, les élections ne sont qu'une possibilité parmi d'autres de participation politique. Beaucoup d'électeurs considèrent que les votes au niveau des communes, des cantons et de la Confédération sont bien plus importants. Un sondage publié récemment montre que nombre d'électeurs ne participent presque jamais aux élections mais votent à chaque occasion.

La politique sur la défensive

Quarante ans après l'introduction du droit de vote des femmes, des femmes suisses portent un regard critique sur le Conseil national qui sera renouvelé le 23 octobre et crai-



Nous sommes le peuple!

gnent qu'il ne soit une représentation trop sélective de la population. Avec 104 voix sur 200, la minorité des entrepreneurs est réellement surreprésentée à la Chambre du peuple, et, avec 88 conseils d'administration (souvent plusieurs en même temps), les instances de direction des grandes entreprises le sont vraiment trop au Conseil national. Les chercheuses s'inquiètent qu'aujourd'hui encore, dans les deux conseils, les femmes soient minoritaires. Elles constatent avec déception que «les jeunes femmes surtout ne s'intéressent apparemment plus du tout à la politique».

En Suisse, la politique a globalement adopté une position de défensive au cours des dernières années, en particulier dans l'économie. Cela s'est manifesté très clairement au moment de la crise bancaire, lorsque le Conseil fédéral a aidé à sauver l'UBS en mettant CHF 70 milliards sur la table. Surprise, la population s'est vue expliquer que cette grande banque mettait tout le pays en danger. Le Parlement a été tout bonnement contraint de donner sa bénédiction. Le Conseil fédéral s'est par ailleurs agenouillé devant le Gouvernement américain et a signé un contrat illégal. Par la suite, la politique n'a presque rien entrepris face au «risque de morcellement» régulièrement invoqué, lié à la réglementation lacunaire des

banques spéculatives. Et la démocratie directe est restée en dehors de tout ça.

De telles intrigues diffusent un sentiment d'impuissance dans la population. Toutefois, en comparaison avec d'autres États, la Suisse s'est étonnamment bien sortie de la crise. Malgré un franc suisse dangereusement fort, l'économie d'exportation suisse a de nouveau augmenté de 7 % l'année dernière. Et alors que la banqueroute menace sévèrement de nombreux autres pays, y compris la superpuissance américaine toujours crainte sur le plan militaire, la Confédération enregistre des milliards d'excédents.

L'autonomie prévaut de nouveau

Pour la majorité des Suisses, l'autodétermination du pays, longtemps critiquée pour «la politique d'isolation de Blocher» et sa propension à faire cavalier seul, présente malgré tout des avantages décisifs. Les politologues le constatent: «L'on voit ainsi émerger une forte confiance dans la capacité de la Suisse à s'autodéterminer.»

Tendance renforcée par le fait que la grave crise progressivement surmontée a été «importée» par de grandes banques mondiales, après avoir préalablement nui et menacé la part la plus importante de l'économie suisse, qui travaille selon le principe de préférence régionale («de la région pour la région») propre aux PME.

À présent, les chercheurs du GfS remarquent que «la Suisse a relativement bien maîtrisé les conséquences de la crise mondiale des marchés financiers, dans tous les cas mieux que d'autres pays.» Et mieux que l'UE. C'est ce que pensent de plus en plus de Suisses, notamment parmi les catégories socioprofessionnelles supérieures. Dans la synthèse du premier baromètre électoral officiel de cette année, on peut lire que «sur le plan idéologique, la Suisse se polarise à vue d'œil sur les questions identitaires, où dominant le conservatisme national et, dans une certaine mesure également une politique nationale et libérale».

C'est ce qui a mis les partis bourgeois du centre dans une position de défensive. Le PRD et le PDC prennent désormais leurs distances, ouvertement ou pas, avec leur aspiration première visant une adhésion rapide à l'UE ou encore un partenariat renforcé avec l'OTAN. Tous deux espèrent que ces programmes minoritaires de politique extérieure ne seront pas également exploités lors de la campagne électorale. Mais l'UDC joue impitoyablement la carte de l'UE à l'aune d'un changement de climat marqué par une Suisse fière de s'être mieux sortie de la crise que d'autres pays. Dans le canton de Berne, le candidat de l'UDC au Conseil des États s'est lancé dans la bataille en invitant tout simplement les électeurs qui ne voulaient pas entrer dans l'UE à voter pour lui.

D'après des études plus approfondies, les politologues concluent que «le climat suisse est scindé en deux, du fait essentiellement de l'opposition entre les valeurs d'autonomie nationale et d'intégration.» Rien de nouveau pour les stratégies de l'UDC qui appliquent depuis longtemps les conclusions complexes de la science à leur simple cri de guerre: «les Suisses votent UDC».

Une attitude qui suscite la nervosité voire l'agacement des autres partis de la gauche au centre-droit, conscients d'être attaqués sur un thème qu'ils ont longtemps négligé et laissé aux politiques populistes de l'UDC. Telle est l'appréciation juste de cette astucieuse démocratie directe au cœur de l'Europe, dont la population multiculturelle coexiste le plus souvent sans problème et qui a pour nom la Suisse.

